

Zeitschrift: Schweizer Erziehungs-Rundschau : Organ für das öffentliche und private Bildungswesen der Schweiz = Revue suisse d'éducation : organe de l'enseignement et de l'éducation publics et privés en Suisse

Herausgeber: Verband Schweizerischer Privatschulen

Band: 45 (1972-1973)

Heft: 3

Artikel: Modification des articles constitutionnelles sur l'enseignement et la recherche

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-851815>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Modification des articles constitutionnelles sur l'enseignement et la recherche

Le Conseil fédéral vient d'approuver, fin janvier 1972, le projet définitif d'articles constitutionnels sur l'enseignement et la recherche. Il consacre le droit à la formation, mais sans poser par là des critères théoriques. Cette formation devra être donnée à chacun dans la mesure du possible, en correspondance avec ses capacités. La gratuité de l'enseignement durant la scolarité obligatoire, dans les écoles publiques, est consacrée. Voici le texte définitif:

Article 27

1. Chaque habitant a le droit d'acquiescer une formation conforme à ses aptitudes.
2. Les écoles publiques doivent pouvoir être fréquentées par les adhérents de toutes les confessions, sans qu'il soit porté atteinte d'aucune façon à leur liberté de conscience ou de croyance.
3. Durant la période de scolarité obligatoire, l'enseignement est placé sous le contrôle des cantons. Il est gratuit dans les écoles publiques.

Article 27bis

1. L'enseignement est du domaine commun de la Confédération et des cantons.
2. La formation avant et pendant la scolarité obligatoire relève des cantons, sous réserve du 4e alinéa et de l'art. 27quinqüies, 1er alinéa. Les cantons veillent à coordonner leurs activités en matière d'enseignement.
3. La formation professionnelle relève de la Confédération.
4. La Confédération est en outre habilitée à:
 - a) fixer la durée de la scolarité obligatoire;

- b) établir des principes concernant l'organisation et le développement de l'enseignement secondaire, de l'enseignement supérieur, de l'éducation des adultes, ainsi que l'octroi d'aides financières à l'instruction;
- c) créer et reprendre entièrement ou en partie des établissements d'enseignement supérieur;
- d) encourager les efforts de coordination des cantons.

5. La Confédération peut allouer des contributions aux dépenses des cantons en faveur de l'enseignement et des aides financières à l'instruction, elle peut également accorder elle-même des aides financières à l'instruction.
6. Les cantons seront appelés à coopérer à l'élaboration et à l'application de dispositions d'exécution. Dans le domaine de la formation professionnelle, les groupements économiques intéressés seront consultés lors de l'élaboration des lois d'exécution. Ils pourront être appelés à coopérer à l'application des prescriptions d'exécution.

Article 27quater

1. La Confédération encourage la recherche scientifique.
2. Elle est habilitée à créer et à reprendre entièrement ou en partie des établissements de recherche.

Origine du projet

Le 1er octobre 1969, 87 557 signataires présentaient une proposition pour la coordination scolaire sous la responsabilité d'un comité d'initiative formé dans le cadre du groupe des jeunes du Parti suisse des paysans, artisans et bourgeois (P.A.B.). Cette «initiative» populaire fut dé-

posée conformément aux dispositions de la Constitution fédérale.

Les signataires demandaient que tous les citoyens suisses – compte tenu en particulier des différentes régions linguistiques – puissent bénéficier d'une formation conforme aux exigences de l'heure. Une révision de la constitution fédérale était demandée de manière à fixer uniformément pour toute la Suisse l'âge d'entrée à l'école, le début de l'âge scolaire et la durée de la scolarité obligatoire. Il était en outre proposé que la Confédération encourage la recherche, favorise la coordination, synchronise les programmes, les moyens d'enseignement et la formation du corps enseignant, ceci afin de permettre le passage sans difficulté d'une école à l'autre.

Bénéficiant du délai d'une année supplémentaire pour faire part de sa réaction, le Conseil fédéral a présenté en septembre 1971 à l'Assemblée fédérale un rapport circonstancié. (Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur l'initiative populaire pour la coordination scolaire, pp. 33). Tout en reconnaissant le caractère positif des buts fondamentaux poursuivis par l'initiative populaire, le Conseil a estimé ne pouvoir y donner suite en raison des impératifs dus au maintien de la structure fédérale du pays et aux abandons que l'initiative pouvait entraîner au regard de la souveraineté cantonale en matière d'instruction. De surcroît, le Concordat intercantonal sur la coordination scolaire (cf. News-letter/Faits Nouveaux 3/71), récemment entré en vigueur, permet aux cantons de donner suite dans une large mesure aux revendications de l'initiative, tout en sauvegardant leur autonomie en matière d'instruction.

Les nouvelles dispositions constitutionnelles offrent l'exemple d'un fédéralisme coopératif: elles consacrent en effet la compétence conjointe de la Confédération et des cantons. Ce principe a été notamment souligné par le Conseiller fédéral H. P. Tschudi, Chef du Département de

l'Intérieur, lors d'une conférence de presse qu'il a donnée pour commenter les nouveaux articles constitutionnels, qui seront bien entendu soumis au vote populaire. Cette modification de la Constitution représente, selon le Conseiller fédéral, un acte d'impulsion indispensable pour la réforme de l'enseignement en Suisse.

D. C. f. Education en Europe

Gruppenzufriedenheit und Gruppenleistung

Hardi Fischer

In unserem menschlichen Dasein besteht eine ausgeprägte Tendenz, unser Verhalten so zu gestalten, daß die Zufriedenheit maximalisiert wird. Wir versuchen, möglichst viele Bedürfnisse mit einem einzigen Verhaltensakt zu befriedigen. Wenn wir die Wahl zwischen zwei oder mehreren Verhaltensweisen haben, wählen wir die, die eine größere Zahl von Bedürfnissen zu befriedigen vermag.

Menschliches Verhalten ist starken Schwankungen unterworfen, nicht nur weil sich die menschlichen Bedürfnisse verändern, sondern weil die Zufriedenheit, die Befriedigung, die Ziele ändern. Es gibt eine Unzahl von Arten, durch die Menschen ihre Bedürfnisse der Ernährung, der Soziabilität, des schöpferischen Tuns befriedigen. Diese Verschiedenheit hängt stark von der Kultur ab, in der wir leben. Aber auch die Individuen selbst bewerten eine derartige Verschiedenheit. Individuelle Entwicklungstendenzen sind dann vielfach die eigentlichen Ursachen dieser breiten Streuung dessen, was wir unter Zufriedenheit verstehen.

Zufriedenheit kann durch die Erfüllung individueller Wünsche oder durch die Erfüllung der in Gruppen normierten kollektiven Wünsche entstehen. In jedem Falle sind Hindernisse zu überbrücken, die manchmal Objekt, manchmal Subjekt sind. Da wir uns hier mit Kleingruppen beschäftigen, ist nur der Widerstand der Mitmenschen, wie er sich unseren eigenen Wünschen nach Zufriedenheit entgegenstellt, zu betrachten. Eine Gruppe, die eine Leistung

vollbringen soll, dürfte alles Interesse haben, jedem Mitglied ein möglichst großes Maß an individueller Zufriedenheit zu bieten, vorausgesetzt, daß dadurch die Leistung nicht absinkt. Im Gruppengeschehen handelt es sich also darum, zwischen den Bedürfnissen der Gruppe und den individuellen Bedürfnissen ein Gleichgewicht herzustellen, was nicht immer leicht zu bewerkstelligen ist. Das Gruppenmitglied etwa, das allzu sehr mit seinen eigenen Bedürfnissen beschäftigt ist, beeinflusst den Zusammenhalt und die Leistung der Gruppe. Doch wenn die Gruppenmitglieder umgekehrt ihre individuellen Bedürfnisse chronisch den Interessen der Gruppe opfern, dann resultiert daraus ein sich selbst totlaufendes Verhalten der Gruppe im Sinne der Konformität, das eigenes Denken nicht mehr zuläßt.

Wenn wir unter der *Leistung* zunächst physikalisch eine auf die Zeiteinheit bezogene Arbeit verstehen, so haben wir in der psychologischen Uebersetzung unter der Leistung soviel wie Vollbringung einer Arbeit (das Lösen eines Problems zum Beispiel) in möglichst kurzer Zeit zu verstehen.

Die Fähigkeit einer Gruppe, ihre Leistungsziele zu erreichen, hängt von mehreren Faktoren ab, z. B. der Arbeitszufriedenheit oder Arbeitsmoral, des Arbeitsklimas, der Art der Führung, der gestellten Aufgabe, der individuellen Fähigkeiten, und der Kommunikationsstruktur.

Zunächst zur *Gruppenmoral*. Ist diese hoch, dann findet eine Art

Identifikation des Einzelnen mit der Gruppe statt. Die Gruppenmitglieder zeigen meist Optimismus über die Chance, ein gemeinsames Ziel zu erreichen, sie sind bereit, etwas von ihnen selbst in der Gruppe zu investieren, um so dem Gruppenziel näher zu kommen. Ist die Gruppenmoral tief, so sind die Gruppenmitglieder gekennzeichnet durch pessimistische, zynische, apathische Züge. Sie geben rasch das Ziel der Gruppe auf, sind oft aufgelegt, dem Galgenhumor zu frönen, um dadurch ihre Hostilität und destruktive Stimmung zu überdecken. Sie verweigern die Teilnahme an der Gruppenaktivität, sabotieren jede Anstrengung der Gruppe oder sind bemüht, die Gruppenziele zu verändern. Wenn sie mehreren Gruppen angehören, dann kanalisieren sie ihre Energien in jene mit höherer Moral, die größere potentielle Zufriedenheit versprechen.

Der *Zusammenhalt* einer Gruppe ist das Ergebnis der gegenseitigen Anziehung der Mitglieder. Aber der Zusammenhalt ist auch bestimmt durch die Bedeutung der Gruppenaktivität, die das Verhalten der einzelnen Mitglieder bestimmt. Manchmal wird der Zusammenhalt einer Gruppe mit ihrer Gruppenmoral verwechselt. Die Moral hat aber mit der gestellten Aufgabe etwas zu tun. Die Gruppenmoral ist gleichsam die Summe der Moral der einzelnen Mitglieder. Moral und Zusammenhalt einer Gruppe sind eng verknüpft. Eine hohe Moral stärkt das Zusammengehörigkeitsgefühl und umgekehrt. Ein ausgeprägtes Zusammengehörigkeitsgefühl produziert eine Bezogenheit auf die Aufgabe, woraus eine gute Gruppenmoral erwächst. Es hat sich gezeigt, daß die Gruppenleistung mit steigendem Zusammenhalt der Gruppe zunimmt, wenn Problemlösungen durch Diskussionen gefordert wurden. Allerdings stimmt dies alles nur bedingt, denn je nach dem äußeren Druck, der auf die Gruppe ausgeübt wird, verändert sich die Situation (Leistung, Zusammenhalt, Moral).

Das *Gruppenklima* ist der allgemeine psychologische oder emotio-